

Nouvelles C

Sommaire



13 Équité salariale
Un pas dans la bonne direction



16 Le forum public sur l'avenir des cégeps
Encore une autre remise en question ?



18 Non à la centrale
au gaz du Suroît !



19 Bulletin du CRIRES
Le développement
des troubles graves
du comportement



25 Les partenariats public-privé (PPP)
Patronage, Partisanerie
et Petits amis...

26 L'expérience de l'ordre
professionnel en Ontario
Un désastre



CSQ

6

Boîte aux lettres

8

Des enfants ? Peut-être un jour...

10

Au centre Lartigue, l'alphabétisation perd du terrain

11

Loi 111, 21 ans plus tard
« Je me souviendrai... »

12

Négociations
Aucune offre patronale... ou presque !

14

Poursuivre le développement des services publics et des programmes sociaux de qualité en assurant un financement adéquat

23

L'université, ce n'est pas une PME

24

Infirmières de liaison
La continuité des services, on s'en occupe !

27

Quand la désertion professionnelle se heurte à l'indifférence

28

Le Conseil du statut de la femme sera dissous pour devenir le fourre-tout de l'égalité

29

Dix jours sans télé ni jeu vidéo
Tout un défi !

30

Le droit à l'échec

32

L'aide internationale au Sud
À la croisée des chemins ?

34

La résilience, ou l'art de faire face et de grandir

36

Les TIC en classe

37

Heureux qui communique

38

Ressources

Éditorial



La fracture

CLEMENT ALLARD

Réjean Parent

Président

Depuis l'avènement du gouvernement Charest, le Québec connaît de grandes turbulences qui sont loin d'être structurelles. Qu'on ne se trompe pas, il y a fort à parier que nous aurions connu sensiblement les mêmes bouleversements, quel que soit le parti au pouvoir. Nous vivons un conflit de valeurs dont les ramifications reposent sur la mondialisation, pour ne pas dire sur la volonté d'aligner l'économie de notre pays sur celle des États-Unis d'Amérique.

Le 11 décembre dernier, alors que nous étions en action, M. Richard Fahey, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, s'insurgeait contre nos moyens de pression en arguant « que nous n'avions pas le droit de prendre l'économie en otage ». Cette déclaration reflète à merveille la distance qui nous sépare de nos gouvernements, alors qu'on personnifie le marché et qu'on « chosifie » les personnes. L'économie n'est plus au service des personnes, mais plutôt les personnes au service de l'économie. Alors que nous rêvons d'une société solidaire, démocratique, pacifique et écologique, on nous oppose l'individualisme dans la concurrence, on bâillonne l'Assemblée nationale, on s'oriente vers les lubies guerrières de nos voisins du Sud et on passe par-dessus bord le développement durable avec la centrale du Suroît.

Il y a de quoi être inquiet avec un gouvernement qui prône un État minimaliste et peu interventionniste, abandonnant celui-ci aux lois du marché. Les représentants du patronat au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre misent fortement sur le rehaussement de la productivité pour palier la faiblesse du dollar et la concurrence asiatique, le tout passant par la flexibilité dans l'emploi. Avec un État muet, la flexibilité aura tôt fait de passer par la déréglementation, la désyndicalisation et l'affaïssement de nos conditions de travail pour soutenir la compétitivité internationale.

La lutte, que nous menons, comporte des enjeux majeurs dans notre quête d'une plus grande justice sociale car, en combattant notre propre exploitation économique, nous le faisons également pour les plus démunis de la Terre, espérant que leur condition humaine s'en trouvera améliorée. Si nous ne menons pas la bataille pour un État responsable de la redistribution de la richesse, nous serons condamnés à la loi de la concurrence et au nivellement de nos conditions de travail vers le bas. C'est ainsi que la grande mobilisation sociale, dans laquelle veut s'inscrire la CSQ, prend tout son sens et s'avère plus impérieuse que jamais. Solidarité !

**Il y a de quoi être inquiet
avec un gouvernement
qui prône un État minimaliste
et peu interventionniste**

